

« LE NÉOLIBÉRALISME EST LE PROBLÈME DE FOND »

Septante associations et organisations se sont rassemblées pour lancer la campagne « Tam Tam » « contre l'absurdité néolibérale ». Quel regard Briec Wathelet, son porte-parole, porte-t-il sur le gouvernement Michel ?

Interview réalisée par Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Depuis bientôt un an, la campagne « Tam Tam », multiplie les interventions publiques sur différentes thématiques (santé, travail, justice, environnement...) toutes marquées, selon elle, par un même problème de fond : le néolibéralisme. Cette campagne a notamment connu un succès important sur les réseaux sociaux. Elle prépare désormais l'organisation d'une grande manifestation, à la veille des élections de mai 2019. Briec Wathelet, âgé de 25 ans, est le porte-parole francophone de « Tam Tam ». Il nous la présente et nous fait part de son regard sur le bilan du gouvernement Michel, son contexte et les perspectives auxquelles il aspire.

Ensemble ! : Vous êtes le porte-parole de la campagne « Tam Tam », qui s'est fait connaître ces derniers mois. De quoi s'agit-il ?

Briec Wathelet (Tam Tam) : La campagne « Tam Tam » est issue d'un collectif qui regroupe plus de septante associations et organisations, petites et grandes (dont des organisations syndicales, comme la CSC et la FGTB, mais aussi les Mutualités chrétiennes, Solidarité, la Ligue des droits humains...). Une série d'experts dans des domaines en lien avec les thématiques que nous traitons sont également parties prenantes de la plate-forme. Notre volonté est de contribuer à mettre en avant sur la scène publique des sujets économiques et sociaux, ainsi qu'une critique du néolibéralisme et de ses effets, en ne craignant pas de pointer les responsables. On tente de créer des « *momentum* politiques » en mettant le focus sur une thématique particulière que l'on essaie de placer au centre des débats publics et de l'actualité pendant un laps de temps. Nous avons commencé par la santé, en février 2018, puis on a enchaîné avec les questions de justice, du travail, des inégalités sociales, du climat, etc. Notre prochaine séquence, prévue en janvier 2019, portera sur la fiscalité. Pour nous, tous ces sujets ramènent à la question du néolibéralisme, c'est-à-dire de l'ode à la concurrence de tous contre tous et à l'individualisation des problèmes sociaux, de l'emprise du secteur privé, de la dérégulation des marchés, de la diminution de l'Etat et des services publics, de l'attaque sur la Sécurité sociale et sur son mode de fonctionnement... C'est ce qui fait l'originalité de notre campagne : relier les différentes thématiques, pointer clairement le néolibéralisme comme étant le problème de fond, resituer les problèmes sur



Briec Wathelet (Tam Tam) : « Le profit et la croissance économique doivent-ils être les critères ultimes des politiques macro-économiques ? »

un axe idéologique droite/gauche et nommer précisément les responsables.

A ce stade, l'objectif de la campagne « Tam Tam » ne vise pas à proposer des solutions ; elle pose des constats, articulés en différentes thématiques, et élaborés avec l'aide des experts. Ils sont ensuite résumés dans des notes (une par thématique) disponibles sur notre site, et qui inspirent notre communication. Nous essayons de faire vivre chaque thématique dans l'espace public, à travers nos outils de communication, de la présenter dans les médias, et d'organiser des événements et des

« Resituer les problèmes sur un axe idéologique droite/gauche »

débats. Au début de 2019, nous allons entrer dans une nouvelle phase, tournée davantage vers la mobilisation et le débat préélectoral. Nous allons lancer une enquête auprès du public et des organisations sur les revendications relatives aux six thématiques que nous avons développées. Le 30 mars 2019, nous organiserons une journée d'étude sur les revendications qui auront été plébiscitées lors de l'enquête. Finalement, nous appellerons à une grande manifestation, le 12 mai, pour porter ces revendications dans la campagne électorale et

⇒ peser de tout notre poids pour que le prochain gouvernement les intègre dans son accord de gouvernement.

Vous avez été confronté aux décisions du gouvernement Michel tout au long de cette campagne que vous animez. Quels sont les éléments de son bilan qui vous paraissent marquants ?

Le bilan du gouvernement Michel contient des éléments de continuité avec celui du gouvernement Di Rupo, et des éléments de rupture. Le gouvernement Michel n'invente rien, par exemple avec la dégressivité des allocations de chômage, mais il accentue et accélère les choses. Ceci étant dit, la modification apportée à l'organisation du financement de la Sécurité sociale,

« Laisser l'individu seul face au pouvoir et aux forces du marché »

prise par le gouvernement Michel dès son entrée en fonction, m'a particulièrement marqué. Elle conditionne la dotation d'équilibre et soumet désormais la Sécurité sociale aux objectifs de participation à l'assainissement budgétaire de l'Etat. C'est une décision qui modifie globalement la place de la Sécurité sociale et qui, si elle est maintenue, modifiera le type de société dans lequel on vit.

Le *tax shift*, qui consiste pour l'essentiel en une diminution des cotisations sociales, dans une logique de baisse du coût du travail et de mise en concurrence avec les travailleurs des autres pays, est également une décision structurante. Si on couple ça avec la diminution de l'impôt des sociétés, on voit que ce gouvernement a essentiellement visé à favoriser les employeurs, en prétendant que cela améliorera la position concurrentielle de nos entreprises, créera de l'emploi et, *in fine*, de la prospérité. C'est une logique mortifère, qui ne tient pas ses promesses, et dont l'aboutissement ultime serait la disparition de la Sécurité sociale et des services publics.

Le bilan du gouvernement Michel par rapport aux migrations est également particulièrement funeste. Théo Francken, ex-secrétaire d'Etat à l'Asile et aux Migrations (N-VA), a péché les plombs sur ces thèmes. Il n'a eu de cesse de désigner les étrangers comme étant la source de tous les maux, de flirter avec l'extrême droite, il a organisé des rafles et criminalisé la solidarité avec les migrants.

L'inaction du gouvernement en matière climatique est également l'un des aspects marquants de son bilan. Sur toutes ces questions, la société civile attendait une autre politique, ainsi que l'ont montré les mobilisations des syndicats, des gilets jaunes, de la plate-forme citoyenne pour l'accueil des réfugiés et des marcheurs pour le climat.

Vous avez présenté le gouvernement Michel comme un gouvernement « de rupture ». Mais où se situe-t-elle par rapport aux gouvernements antérieurs dans

les sujets que vous avez pointés ?

Je ne veux pas minimiser le passif des gouvernements précédents, dont celui dirigé par Elio Di Rupo (PS), mais là où la rupture est nette, c'est sur la concertation sociale. Par exemple sur la question des salaires, de la norme salariale et de l'index, où les organisations syndicales ont été mises hors-jeu. Idem pour la santé, où le budget préparé par les acteurs de l'Inami a été recalé deux fois par Maggie de Block, ministre de la Santé (Open VLD). En matière de migration, le fait de remettre en cause des décisions de justice, comme l'a fait le gouvernement, relève également d'un changement de paradigme.

Sans vouloir anticiper les résultats du sondage que vous allez réaliser, quelles sont les mesures phares que, à titre personnel, vous attendez prioritairement du prochain gouvernement fédéral ?

Sur la question fiscale, il me semble incontournable d'instaurer un impôt sur la fortune et, globalement, de rendre l'imposition plus progressive en fonction des revenus. Par exemple, en passant de quatre à dix tranches d'imposition différentes pour l'impôt sur les personnes physiques. Il faut également un impôt européen sur les bénéficiaires des entreprises, et couper les ailes à l'arme des délocalisations. Par ailleurs, il faut refinancer les services publics et investir dans la mobilité. En matière environnementale, il faudra travailler sur l'efficacité énergétique, sur la sobriété et sur le développement des énergies renouvelables. Tout cela renvoie à cette question, qu'il faudra poser : le profit et la croissance économique doivent-ils être les critères ultimes des politiques macroéconomiques ? Est-ce compatible avec les enjeux sociaux et climatiques auxquels nous sommes confrontés ? La réponse est non.

A partir de l'expérience de cette campagne que vous menez, où identifiez-vous les soutiens aux politiques qui ont été menées par ce gouvernement ?

Sur les questions de santé, j'étais constamment en opposition avec les cabinets ministériels et les firmes pharmaceutiques. Sur les questions liées au travail, il s'agissait des cabinets et de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB). Idem au sujet des inégalités sociales. Sur la question écologique, le flou des revendications liées à la manifestation du 2 décembre 2018,



CONTRE CE GOUVERNEMENT, CON NOUS ENTRONS EN RÉSISTANCE

« (...) sous le gouvernement Michel, c'est le cœur même de ces institutions, et de notre vivre ensemble, qui est attaqué de façon frontale. La Sécu, jadis assurance sociale solidaire, est de plus en plus contractualisée et doit être « rentabilisée », la santé devient une marchandise, la

justice un privilège pour les riches, les services publics des institutions désuètes vouées à la disparition, etc. Il s'agit d'un véritable basculement de modèle de société. (...)

L'agenda de la N-VA est triple : détruire la solidarité et notre modèle social ; réduire à néant le rôle des

à laquelle nous étions associés, a permis au Premier ministre de la récupérer. Il n'y avait pas vraiment d'opposition affichée sur ce thème, mais plutôt une absence de mesures effectives du gouvernement.

Dans la population, du côté francophone, j'ai rencontré très peu de soutien au gouvernement Michel dans les milieux populaires et dans la classe moyenne, qui subissent les conséquences délétères de cette politique. J'en ai trouvé davantage dans le milieu petit bourgeois.

Et du côté néerlandophone du pays ?

Notre campagne est nationale et bilingue, et ce d'autant plus depuis que nous avons été soutenus et repris en Flandre par la plate-forme *Hart Boven Hard*. Ceci dit, les réalités au nord et au sud du pays sont très différentes. Dans notre campagne, nous essayons de tout faire de façon bilingue, mais nous nous rendons compte que ce n'est pas possible. Ce ne sont pas les mêmes codes, on ne peut pas s'adresser au public de la même manière... Du côté francophone, notre campagne essaie de polariser, de pointer les responsables politiques, etc. Tout ça ne passe pas du côté néerlandophone. Sous peine, apparemment, de se couper du public, il faut être beaucoup plus doux dans la façon de communiquer. Sur tous les aspects (justice sociale, justice environnementale, justice migratoire), il y a un fossé énorme. A chaque fois que je suis intervenu en Flandre, j'ai été confronté à des réflexions du type « *Moi, je ne fais pas de politique* », comme si tous les problèmes collectifs relevaient *in fine* de la responsabilité individuelle. La stratégie de *Hart Boven Hard*, notre principale composante flamande, est donc très différente de la nôtre. Plutôt que de polariser, ils essaient de rassembler de la façon la plus consensuelle possible, à partir de grandes valeurs plutôt que de revendications précises, plus compliquées à avancer. Il s'agit d'une stratégie de communication très différente de la nôtre. Pour s'adresser au public, ils utilisent notamment des interventions artistiques, qui les démarquent des organisations plus traditionnelles. Notre plate-forme est donc unitaire dans ses revendications, mais laisse une grande autonomie aux organisations régionales quant à la façon d'organiser leur communication en fonction

« Il y a un fossé énorme avec la Flandre »



Tam Tam prépare une grande manifestation qui aura lieu à la veille des élections de mai 2019

de leur sensibilité propre et de la réalité à laquelle chacune est confrontée. Les textes ou vidéos que nous produisons, et qui reçoivent un bon accueil du côté francophone, ne sont pas les mêmes que ceux qui sont bien reçus en Flandre. L'accueil dans les médias est également très contrasté entre le Sud et le Nord, et globalement plus favorable du côté francophone.

Quelle est la structure décisionnelle et opérationnelle de « Tam Tam »?

La campagne est placée sous la direction d'un comité de pilotage essentiellement composé de ceux qui la financent : les deux confédérations syndicales nationales, quelques centrales syndicales, les mutualités chrétiennes et socialistes, ainsi que le mouvement *Tout Autre Chose* et *Hart Boven Hard*, auxquels s'ajoutent trois personnalités issues du monde universitaire et trois des organisations de jeunesse. Deux permanents, payés à mi-temps - dont moi - tentent d'exécuter les décisions prises par ce comité.

« Tam Tam » a prévu de se dissoudre après la constitution du prochain gouvernement. Le combat contre le néolibéralisme s'arrête-t-il après les élections si nous avons une majorité rouge-verte-orange ou rouge-verte-bleue ?

Le combat contre le néolibéralisme devra continuer, mais il est exact que notre collectif a une vocation éphémère. Il n'a pas pour objectif de poursuivre son action au-delà de la formation du prochain gouvernement, ni de s'institutionnaliser. D'autres institutions et d'autres espaces de convergences existent, et le meilleur moyen de ne pas s'institutionnaliser, c'est de déjà annoncer une date de fin. Tout cela renvoie également à la question des moyens financiers que les organisations qui ont porté la campagne sont prêtes à y investir. □

TRE L'ABSURDITÉ NÉOLIBÉRALE,

associations et des corps intermédiaires; et ainsi laisser l'individu seul face au pouvoir et aux forces du marché. En un mot comme en cent : les inégalités, la précarité, la compétition permanente : ça suffit ! Nous voulons une toute autre société, plus solidaire, plus écologique, plus égalitaire et plus démocratique. Pour cela nous avons besoin d'une toute autre politique : nous entrons en résistance contre ce modèle néolibéral qui est en train de nous asservir pour longtemps. »

« Tam Tam », Note d'intention de juin 2017, extrait.